

Un double mystère entoure la campagne de Fabien Roussel, le candidat du Parti communiste français pour la prochaine élection présidentielle. Comment un candidat qui recueille invariablement entre 1 et 3% dans les sondages d'opinion peut-il être autant invité dans les « grands » médias ? Comment le candidat d'un parti communiste peut-il recevoir à ce point les louanges de politicien·nes de droite voire de journalistes et d'idéologues réactionnaires ?

C'est à dissiper ce double mystère que s'attache ici Paul Elek, ancien militant du PCF. Il montre en particulier que la campagne de Fabien Roussel, loin de permettre la relance d'un projet de rupture avec le capitalisme, a essentiellement pour objectif de faire exister l'organisation par une stratégie de distinction vis-à-vis du candidat de gauche qui avait frôlé le 2nd tour en 2017, à savoir Jean-Luc Mélenchon.

Cela amène Fabien Roussel à prendre régulièrement pour cible ce dernier, et à alimenter les poncifs réactionnaires que ne cessent de marteler les médias dominants à l'encontre de la gauche dans son ensemble (sur la laïcité, la sécurité, le terrorisme, l'écologie, etc.). En outre, alors même que Roussel prétend reconquérir les classes populaires, il se situe dans la plupart des sondages à 4-5% dans les catégories intermédiaires et supérieures, contre 1-2% dans les catégories populaires.

Ce texte est une contribution au débat tactique et stratégique à gauche. Elle ne reflète pas la diversité des points de vue au sein de la rédaction de Contretemps mais elle nous a semblé importante et en appelle d'autres.

« Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme sous sa forme la plus achevée. Il est mûr pour une alliance ouverte, souvent vulgaire, avec la bourgeoisie et les états-majors » (Lénine, « L'opportunisme et la faillite de la 2e internationale », Vorbote, 1, 1916).

Pierre Laurent a cédé sa place à la tête du Parti communiste français lors du 38^e congrès, en novembre 2018. Le texte d'orientation « *Pour un manifeste du Parti Communiste du 21ème siècle* »^[1], [emmené par André Chassaigne](#) et une coalition hétéroclite de secteurs du parti, était arrivé en tête. À l'époque, le contenu idéologique du texte s'était fait voler la vedette par le coup d'éclat du congrès : les communistes avaient voté majoritairement pour un texte alternatif à celui de la direction nationale, pour la première fois de leur histoire.

Les débats étaient alors dominés par les « *préoccupations des communistes* » quant à « *l'affaiblissement électoral* » et la « *perte de visibilité nationale* »^[2] du parti, mis en avant dès le début du texte adopté à l'issue du vote. L'objectif des partisans de ce manifeste était cristallin et ambitieux : « *reconquérir l'influence [du] parti et reconstruire une organisation révolutionnaire de notre temps* ».

Dans un contexte d'envenimement des relations entre les communistes et la France insoumise et de tergiversations du secrétariat national sur la direction à prendre, l'enjeu stratégique et tactique a ainsi enfermé le congrès sur une question : celle du devenir de l'organisation. Les auteurs du manifeste considéraient que le Parti communiste devait travailler « *à créer les conditions d'une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2022* »^[3]. En proposant d'« *être présents avec nos candidates et candidats à toutes les élections* »^[4], ils ont répondu à une attente partagée par de nombreux communistes qui voyaient dans le retour d'une stratégie autonome la condition *sine qua non* d'un

La victoire du texte n'aurait pas été permise sans des retournements d'alliances internes voyant des soutiens historiques de Pierre Laurent, comme Igor Zamichiei^[5] ou Ian Brossat basculer en faveur du texte « *manifeste* » sur la base d'ambitions personnelles. Finalement, c'est Fabien Roussel qui fut désigné secrétaire national du PCF avec pour mandat d'organiser le redressement de l'organisation. Sans comprendre cette obsession interne pour l'avenir de la boutique, fièrement épousée dans le slogan « *PCF is back !* », difficile de comprendre aujourd'hui la volonté affichée par le candidat Roussel de se démarquer coûte que coûte de son ancien allié de la France insoumise et de tracer sa route, seul.

En 2021, le nouveau secrétaire du Parti communiste a été largement promu médiatiquement : il apparaît ainsi comme la quatrième personnalité politique la plus invitée des principales émissions politiques de l'audiovisuel français, et [la première à gauche](#). Ce regain d'intérêt pour un candidat communiste ne provient pas de son potentiel électoral, puisque la candidature Roussel oscille entre 1 et 3% dans les sondages. Dès lors, difficile de ne pas penser que cette soudaine appétence médiatique pour le candidat du PCF, et ce dans un paysage médiatique largement droitisée, est liée au fait qu'il constitue un utile contre-feu au principal candidat de gauche, qui a frôlé le 2nd tour en 2017, à savoir Jean-Luc Mélenchon.

De plus, le profil de la campagne Roussel a l'énorme avantage pour le commentariat réactionnaire – qui ne cesse de le féliciter^[6] – de reprendre à son compte une série de poncifs médiatiques constamment opposés à la gauche et aux mouvements sociaux (antiracistes, féministes, écologistes, etc.), et visant à les disqualifier. Mais cela a évidemment un coût : à gauche la division et la désorientation idéologique ; au sein du PCF l'abandon progressif des orientations données par le congrès, remplacées par un opportunisme exaspérant pour de nombreux communistes.

Une stratégie qui renforce la droite

Face à la perte continue des bastions électoraux communistes^[7], le nouveau secrétaire national du Parti communiste français a en effet misé sur une nouvelle stratégie, inspirée de considérations très personnelles. Dans son ouvrage *Ma France- heureuse, digne, solidaire*, Fabien Roussel accuse par exemple à demi-mot les directions précédentes d'avoir « *laiss[é] au seul Front national la mainmise sur des sujets comme la nation, la souveraineté, la sécurité, le vivre-ensemble* »^[8].

Explication un peu courte des succès du FN, tant tous ceux qui à gauche se sont essayés ces dernières décennies à jouer ces cartes du « nationalisme de gauche » ou du sécuritaire ont non seulement sombré politiquement (Chevènement, Valls, etc.) ou sont demeurés absolument marginaux (PRCF, Kuzmanovic, etc.). Ne parvenant jamais à conquérir l'électorat populaire, ils ont toutefois assurément contribué à l'hégémonie réactionnaire. Ce type de politique prônée par le nouveau secrétaire national du PCF et ses alliés paraît ainsi relever plutôt d'une nostalgie impuissante, qui concourt avec son adoration pour Georges Marchais^[9], que d'une stratégie politico-électorale capable de reconstruire l'influence du PCF.

Roussel estime en outre que la gauche a « *tiré un trait sur l'électorat populaire* »^[10], ce qui

est vrai à l'évidence du Parti socialiste (bien souvent en alliance, locale et/ou nationale avec le PCF...) mais pas – dans la période récente – de LFI. Cette force était en effet parvenue en 2017 – avec le soutien du PCF cette fois – à obtenir de bons résultats dans les classes populaires, ce qui constituait une base sérieuse pour la reconquête durable de cet électorat : 25% parmi les ouvriers·ères, 24% chez les employé·es, 32% des chômeurs·ses^[11]. Bruno Cautrès parlait ainsi, pour qualifier le vote pour Jean-Luc Mélenchon, de « *vote néocommuniste* », même si « *la géographie électorale du candidat de La France insoumise ne se résume pas à [cette] seule dimension* »^[12].

André Chassaigne, artisan de la victoire du texte « *manifeste* » et président du groupe parlementaire des communistes à l'Assemblée nationale, estime de son côté qu'« *il faut aller chercher ceux qui s'abstiennent et ceux qui votent en faveur de l'extrême droite* », et que le Parti communiste a abandonné ses fondamentaux « *au nom d'une forme de boboïsation intellectuelle* ». Résultat, « *le Parti communiste a[urait] perdu ses bases ouvrières parce qu'il a délaissé la valeur travail* ». Pour André Chassaigne la faiblesse de la gauche serait d'ailleurs telle « *qu'il est illusoire d'espérer être au second tour* », une thèse désespérante visant à justifier une politique solitaire en vue de la sauvegarde de la boutique.

Dans sa recherche d'un âge d'or perdu, qui comme tous les âges d'or est réécrit au prisme d'obsessions présentes, Fabien Roussel rencontre donc une difficulté majeure. Le secrétaire national du Parti communiste doit se démarquer de Jean-Luc Mélenchon avec lequel les communistes partagent une grande partie de leurs propositions programmatiques. Pour cause, ils l'ont défendu ensemble à deux reprises, et avec succès, lors de l'élection présidentielle. Du NPA à La France insoumise en passant par le PCF, les organisations à la gauche du PS partagent toute une série de revendications similaires comme la hausse du salaire minimum, la défense des services publics, la lutte contre la précarité, un certain degré de rupture avec l'économie de marché, etc. Dans ces conditions, difficile de se singulariser sur le projet social.

Dans son livre, Fabien Roussel n'en semble pas embarrassé. Pour lui, la distinction sera remarquée lors de l'élection présidentielle :

« *les journalistes me demandent souvent ce qui me différencie de Jean-Luc Mélenchon. J'espère que les Français découvrent, au fil de l'actualité, nos différences. Ils verront aussi, lors de cette élection présidentielle, que nous avons un programme et des priorités distincts* »^[13].

Le dirigeant communiste dresse ensuite la liste de ses désaccords, sous la forme d'une pique pleine de sous-entendus :

« *D'abord, nous n'avons pas du tout les mêmes réactions sur certains sujets d'actualité. Prise en compte de la présence et de la montée de l'islamisme radical, lutte contre le racisme, laïcité, sécurité et police, capital et travail : sur tous ces thèmes très régaliens, nous n'avons pas forcément les mêmes approches. Cela tient parfois à peu de choses, mais sur ces questions aussi importantes pour le vivre-ensemble et **le respect de nos valeurs républicaines**, ce sont des nuances qui comptent* ».

En somme, c'est sur ces sujets que Fabien Roussel entend construire sa stratégie de singularisation du PCF, donc le profil politique de sa campagne. Force est de constater que ce commentaire de 2021 reprend finalement, à peu de choses près, l'angle d'attaque que la droite et l'extrême-droite ont engagé contre le candidat de la France Insoumise, notamment depuis sa participation à la marche du 10 novembre 2019 contre l'islamophobie : Jean-Luc Mélenchon aurait rompu avec la laïcité, donc avec la République ; il ferait preuve d'un « angélisme » vis-à-vis de la délinquance et d'un « aveuglement » à l'égard de « l'islamisme radical », se rendrait coupable de « haine anti-flics » en dénonçant les violences policières contre les quartiers populaires et les mobilisations sociales, etc.

L'épisode de la manifestation contre l'islamophobie du 10 novembre 2019 est particulièrement intéressant. À l'époque, la France insoumise sortait de sa réserve sur le climat islamophobe dans le pays, extrêmement violent au cours de cet automne, et elle fut confrontée à une violente offensive médiatique et politique sur la légitimité même de la tenue d'une telle manifestation. Le PCF, qui avait signé l'appel à la rejoindre, ne fut représenté que par certain-es de ses élu-es comme la députée Elsa Faucillon et le porte-parole du PCF, Ian Brossat. Le secrétaire national, absent, [déclarait alors](#) trouver le terme d'islamophobie « réducteur ». Le texte d'orientation qui l'avait conduit à la direction du parti proclamait pourtant que « *les actes racistes, antisémites, xénophobes, islamophobes, quelles que soient leurs cibles et leur nature sont toujours très nombreux et augmentent en France. Cela correspond à un paysage européen extrêmement inquiétant, avec l'essor de l'extrême droite xénophobe et ethniciste et la complaisance de la droite vis-à-vis de cette dernière* ».

L'opportunisme du dirigeant communiste s'avéra payant pour la première fois. Alors que se déchaînait le procès en « islamo-gauchisme » contre une partie de la gauche, Fabien Roussel, à couvert, traversait la tempête sans encombre. Ce faisant, il abandonnait à son sort une partie non négligeable des classes populaires, vouées aux gémonies et exposées à la violence de l'offensive réactionnaire. Le texte du congrès, qui voyait dans le racisme un « *rapport social de domination, d'exploitation et d'oppression* » et dénonçait les « *discriminations enracinées et les imaginaires puissants* » qui conduisent des « *citoyen.ne.s, français.es depuis plusieurs générations et descendant.e.s de l'immigration postcoloniale ou des citoyen.ne.s d'outre-mer, à subir elles/eux-mêmes le racisme (...)* »^[14], fut balayé, au bénéfice d'un électorat populaire, fantasmé par le député du Nord.

Cerise sur le gâteau, Fabien Roussel, arrivé à la tête du PCF pour imposer une candidature communiste à l'élection présidentielle, reproche à son ancien partenaire Jean-Luc Mélenchon d'être un adversaire du rassemblement à gauche :

« la divergence fondamentale que je vois entre nos deux forces, c'est notre conception du rassemblement. Nous, communistes, nous n'avons jamais fermé la porte à des discussions, à des rassemblements, à des combats avec des hommes et des femmes d'opinions diverses, avec des mouvements politiques de gauche, au motif que nous serions trop éloignés les uns des autres, sans tenir compte des batailles qui peuvent nous unir ».

Peut-être évoque-t-il seulement les alliances avec le Parti socialiste que la direction du Parti communiste ne néglige jamais pour conserver de précieux élus locaux. Pendant la période du Front de Gauche (2009-2016), la question de listes autonomes vis-à-vis du Parti Socialiste au pouvoir avait suscité de vives tensions entre le Parti de gauche (de

Mélenchon) et le PCF. Fabien Roussel a tranché, ce sera avec les socialistes.

Cinq mois avant la sortie de ce livre, qui théorise son tournant opportuniste, Fabien Roussel faisait de nouveau parler de lui en choisissant de participer, aux côtés de l'extrême droite et de la droite mais aussi d'Anne Hidalgo et de Yannick Jadot, à la manifestation des syndicats de policiers du 19 mai 2021. Rassemblé devant l'Assemblée nationale, le corporatisme policier venait faire pression sur les parlementaires, certains voulant faire « [sauter les digues de la Constitution](#) ». Le dirigeant du Parti communiste, lui, « assumait » alors de parler haut et fort de sécurité au nom des classes populaires et des policiers, ces « [ouvriers de la sécurité](#) ». Fabien Roussel faisait-il cependant autre chose que de venir objectivement à l'appui de la droite et de l'extrême droite, qui intentent en permanence un procès en laxisme à l'ensemble de la gauche ?

Contre-sens évident, dans un contexte où la mobilisation du Comité Adama et des collectifs de familles de victimes contre les violences policières et leur impunité, le traumatisme de la répression des Gilets jaunes et la succession de lois sécuritaires semblaient avoir en partie déverrouillé la capacité de la gauche à s'engager dans une critique de l'expansion de l'appareil sécuritaire et des violences d'État. Fabien Roussel prenait donc à contre-pied son camp politique, à commencer par les militants communistes présentes dans la lutte contre la politique de durcissement autoritaire menée par la classe dirigeante.

Il avait cependant une excuse toute trouvée, [estimant](#) qu'avoir « défendu l'idée que la gauche devait prendre à bras-le-corps les questions d'insécurité qui gangrènent l'existence de tant de villes et quartiers populaires » justifiait le fait de participer « avec d'autres parlementaires et élus du PCF au rassemblement des syndicats de policiers ». De nouveau, reprenant l'idée (fausse) selon laquelle la gauche aurait perdu les classes populaires en abandonnant le terrain de la nation ou de la sécurité, le dirigeant du PCF abandonnait les franges de ces classes, bien réelles, qui s'étaient mobilisées avec une combativité précieuse, des ronds-points du périurbain aux banlieues populaires.

Derrière la surenchère, les renoncements

Depuis le début de l'année 2022, à l'approche de l'élection présidentielle, Fabien Roussel et sa direction de campagne multiplie ainsi les signes d'opportunisme, comme pour recevoir la clémence de la droite et de l'extrême droite et continuer son dialogue avec l'électorat populaire fantasmé auquel le candidat prétend s'adresser. Dans une série de sondages Ifop qui détaillent les différentes catégories sociales au sein de son électorat potentiel^[15], le candidat communiste est crédité d'intentions de vote auprès des catégories populaires systématiquement inférieures à sa moyenne dans l'électorat. Dans le sondage OpinionWay du 31 janvier 2022, qui le donne à 3%, il apparaît de nouveau en-dessous de sa moyenne dans l'électorat chez les catégories « CSP - ».

Dans sa quête impossible, le Don Quichotte d'un communisme introuvable [tend aujourd'hui la main aux « électeurs de la droite sociale »](#) et aux fameux électeurs d'extrême droite qui se tromperaient de colère et que la gauche (notamment le PCF) aurait perdu au profit de l'extrême droite. Il renoue ici avec une idée reçue, répandue à gauche. Pourtant, élections après élections, on observe que les transferts électoraux d'un parti vers un autre se font massivement vers les options qui sont idéologiquement proches et [seule une minorité statistiquement insignifiante passe de l'extrême droite à la gauche radicale \(ou inversement\)](#). D'une certaine manière, la stratégie de Fabien Roussel revient à lâcher la

proie pour l'ombre, c'est-à-dire à abandonner les franges de l'électorat populaire qui votent très majoritairement à gauche (notamment les descendants d'immigrés non-européens), et qui ont voté massivement pour J.-L. Mélenchon en 2017^[16], en imaginant pouvoir conquérir les franges de ces classes qui votent à droite ou à l'extrême droite.

L'objectif de reconquérir les classes populaires est évidemment juste. Mais il est extrêmement douteux qu'une stratégie consistant à aller sur le terrain idéologique de l'extrême droite, comme celui de la nation menacée et de l'insécurité galopante, puisse être en quoi que ce soit efficace dans ce sens : pour les franges de ces classes qui votent à gauche, cela a toutes les chances de les éloigner ; pour les autres, attirés par l'extrême droite non pour son programme « social » mais pour ses obsessions identitaires et sécuritaires ainsi que son discours individualiste et « méritocratique »^[17] stigmatisant les « assistés », pourquoi se mettraient-ils à voter pour le PCF ?

Ainsi, la recherche par Fabien Roussel et son équipe d'un espace électoral et d'éléments de distinction avec Jean-Luc Mélenchon l'amène à offrir un point d'appui inespéré à la droite réactionnaire, chaque fois qu'elle se lance dans la critique de son propre camp social. En effet, cette recherche de singularisation, moins dans le but de construire une alternative politique que de restaurer la boutique PCF, vient systématiquement s'attaquer à la gauche qui n'a pas renoncé à défendre les conditions d'existence des classes populaires et à s'opposer à l'islamophobie et aux violences d'État.

Dans son livre, entonnant d'ailleurs [le même refrain qu'Anne Hidalgo](#), il sous-entendait déjà que la France insoumise en la personne de Jean-Luc Mélenchon entretenait une ambiguïté dans son rapport aux « valeurs républicaines ». Cette affirmation s'éclaira parfaitement lorsque, début janvier, dans le cadre d'un hommage à Charlie Hebdo, Fabien Roussel déroula le tapis rouge à des figures proches du Printemps Républicain comme la journaliste Caroline Fourest ou le dessinateur Xavier Gorce^[18]. La députée Elsa Faucillon, lasse mais lucide, [évoquera le lendemain sur Twitter](#) une soirée qui « dépassait largement l'hommage : la sélection des invités confirm[ant] un virage politique opéré par [son] parti depuis qqes mois.(...) ». Le dirigeant communiste et sa direction de campagne [regretteront, eux, le « sectarisme » de l'élue](#).

Il y avait pourtant des raisons de s'inquiéter de l'invitation donnée à des partisans d'une organisation, le Printemps républicain, [dont le président propose par exemple](#) d'appliquer la préférence nationale dans l'attribution du logement social, justifie l'usage de tests osseux sur les mineurs étrangers, et dont les militants usent de méthodes de harcèlement systématique vis-à-vis des militant·es antiracistes et, plus généralement de gauche, qui se solidarisent avec les musulman·es face à l'islamophobie. Fabien Roussel n'est d'ailleurs pas exempt de reproches au sujet de l'immigration. Le 10 juin 2021, sur Cnews, il avait déclaré que les déboutés du droit d'asile avaient « vocation à repartir et être raccompagnés chez eux ». Le tollé provoqué chez les communistes l'avait contraint de retirer ses propos et de s'en excuser. Le texte du 38^e congrès voyait, lui, dans la lutte des « travailleurs étrangers avec ou sans papiers » une lutte « aux potentiels émancipateurs considérables »^[19].

Au-delà des curieuses fréquentations de sa direction, le projet démocratique des communistes en a pris un coup dans la plateforme présidentielle du candidat, et son ambition pour la République aussi. Dans le programme « *La France en commun de 2017* », défendu dans le cadre de la campagne autonome de soutien à Jean-Luc Mélenchon, les communistes français écrivaient :

« Faut-il une nouvelle Constitution pour la France ? Les communistes répondent oui : c'est la condition pour asseoir une République moderne, démocratique et solidaire »^[20]. Ils proposaient ainsi de lancer « un processus constituant qui au terme d'un débat citoyen national aboutira à un nouveau projet constitutionnel soumis au référendum ».

Aujourd'hui, le nouveau programme du candidat Roussel défend la vague « perspective d'une nouvelle République (...) Une République sociale, démocratique, écologique, féministe, résolument laïque, internationaliste... »^[21]. Le paragraphe 132, qui affirme qu'« il sera proposé au pays et au Parlement d'engager des changements majeurs des équilibres institutionnels », ne comporte cependant aucune mention d'un processus constituant. Là où le projet de 2017 misait donc sur la participation populaire massive pour mener une révolution démocratique permettant de déverrouiller le champ institutionnel, Fabien Roussel veut engager le mouvement communiste dans la défense d'une réforme institutionnelle dans le cadre du parlementarisme. Le programme critique bien la « prééminence » du Président sur le Parlement, propose la suppression de « son élection au suffrage universel » et du 49-3, ou l'installation de la représentation proportionnelle, mais l'appel à un processus d'implication populaire n'a pas survécu. Derrière les signaux envoyés à un électorat introuvable, des renoncements bien réels sont proposés aux communistes.

Plus récemment, la direction de campagne de Fabien Roussel semble avoir abandonné la question de la destruction engagée de l'écosystème de la liste de ses préoccupations. Qu'importe alors l'avertissement d'un Karl Marx sur la manière dont le capitalisme épuise à la fois « la terre et le travailleur » et engage une transformation irréversible et destructrice du métabolisme entre l'humanité et la nature^[22]. Au lieu de pointer la contradiction fondamentale du mouvement écologiste, c'est-à-dire la persistance de sa recherche d'une transition écologique dans le cadre du capitalisme – personnalisée en 2022 par la candidature de Yannick Jadot – le dirigeant communiste polémique avec les écologistes [en faisant écho aux débats médiatiques](#) marqués par des controverses ridicules sur les sapins de Noël ou le foie gras.

Le texte du 38^e congrès, adopté par les communistes, reprochait lui à Emmanuel Macron de chercher « à couper les revendications sociales d'autres luttes aux potentiels émancipateurs considérables : les luttes des femmes, (...) ainsi que celles concernant les dominations **ou encore l'écologie** ». En lieu et place d'une critique en règle de l'inaction climatique des dirigeants français, Fabien Roussel fait le choix de cliver, à contresens et en donnant de nouveau le point à l'adversaire. Résultat, il reçoit les salutations distinguées de [ministres de la Macronie](#) ou d'éditorialistes réactionnaires comme Mathieu Bock-Côté, un habitué des micros des médias de Bolloré, [qui se demande dans sa chronique sur Europe 1](#) : « Comment Fabien Roussel peut parler aussi justement et être communiste ? ». Tout cela alors que la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, une partie des écologistes ou encore le NPA, cherchent les voies prometteuses d'une articulation entre le social et l'écologique, et d'une bifurcation écologique qui suppose la rupture avec le capitalisme néolibéral.

Mieux, dans ses passes d'armes, Fabien Roussel n'hésite pas à reprendre à son compte la rhétorique pernicieuse de l'extrême droite : « Il y a la gauche caviar. Une bien-pensance qui voudrait interdire la viande et les voitures »^[23]. Véritable arme idéologique de décrédibilisation, le procès d'intention en « bien-pensance » ne vise qu'un objectif, faire taire celles et ceux que les idéologues réactionnaires vilipendent à longueur d'antenne : les musulman·es (réputés « communautaristes »), les militant·es antiracistes (les alliés des

premiers), les « néoféministes » (accusés d'haïr les hommes), les universitaires prétendument « islamo-gauchistes », les « wokes », ou encore les écologistes.

Quant à son obsession pour la viande, le vin et le fromage, soudainement érigée en ligne politique, Fabien Roussel n'a pas pu s'empêcher de la présenter comme un projet national car : « *Manger, c'est sacré en France* »^[24] (on se ficherait donc de bien manger ailleurs ?). Que fait-il alors si ce n'est prolonger la mise en accusation promue par l'adversaire qui sous-entend sournoisement que les partisans d'autres régimes alimentaires ne sont pas de « *bons français* » ? Fabien Roussel a oublié que dans son histoire, le mouvement communiste fut décrié comme le « *parti de l'étranger* ».

En conséquence, la responsabilité écrasante du capitalisme dans l'empoisonnement des sols et des ressources naturelles, celle de l'agro-business dans la piètre qualité des produits alimentaires passent au second plan du discours car ses faveurs médiatiques ne servent finalement qu'à soulever les polémiques qu'il entretient. Le mystère règne d'ailleurs toujours sur l'endroit où Fabien Roussel se trouvait lors des deux votes de l'Assemblée nationale sur l'interdiction du glyphosate. Le texte adopté au 38^e congrès était pourtant de nouveau formel :

« Les luttes se heurtent de façon de plus en plus claire aux lobbys et aux intérêts des capitalistes, qui détiennent ces firmes, qui parviennent, comme pour les produits phytosanitaires dangereux, en particulier le glyphosate, ou la production pharmaceutique, à paralyser l'action publique. »^[25]

Enfin, sur le plan de son programme social et malgré certaines propositions salutaires portées par le PCF^[26], Fabien Roussel s'attèle surtout pour le moment à [opposer sa défense de « la valeur travail » à celle de « l'assistanat »](#). Une curieuse formulation qui n'a rien à envier à la rhétorique de Valérie Pécresse ou d'Emmanuel Macron. Plutôt que de saisir l'opportunité de mener une critique de la conception de la protection sociale portée par la deuxième gauche rocardienne^[27], Fabien Roussel fustige l'« *assistanat* » que représenterait la prime d'activité, et ce, au nom d'une défense évidemment légitime de l'augmentation des salaires. Avait-il besoin pour cela de reprendre le vocabulaire et le leitmotiv de la droite et de sous-entendre avec elle que tout allocataire d'une quelconque indemnité est supposé vivre au dépend de la société (« assistés ») ?

La pente prise par le dirigeant communiste est terrible. Et si l'objectif du candidat communiste était avant tout de rassurer quant à son projet économique ? Cela expliquerait la facilité avec laquelle il dépeint ses anciens alliés en dangereux communistes (sic), comme lorsqu'il estimait que la « *garantie d'emploi* » proposée par la France Insoumise s'appuyait sur une philosophie propre à « *l'époque soviétique, le kolkhoze* »^[28]. Le brillant polémiste confond au passage kolkhoze et sovkhoe, s'emmêlant les pinceaux dans sa soviétologie approximative. De nouveau, derrière ce type d'attaques, comment ne pas voir une forme d'opportunisme visant à se faire passer auprès des médias dominants pour une force « responsable », c'est-à-dire respectueuse de l'ordre social ?

Si le doute persistait sur l'absence de perspective ancrée dans la lutte des classes, les mots d'André Chassaigne devraient pouvoir trancher :

« Jamais je ne suis allé devant une usine avec un mégaphone pour gueuler et

Peut-être pourront-ils tout de même [compter sur leur camarade, Joe Biden](#), dont Fabien Roussel se demandait s'il avait ou non pris sa carte au PCF...

Une voie solitaire

Le mandat donné à Fabien Roussel pour accéder à la tête du Parti tirait ses origines d'une angoisse identitaire quant à la survie de l'appareil communiste. De nombreuses et nombreux militant·es communistes partageaient avec sincérité cette crainte sans pouvoir pressentir la vision opportuniste dans laquelle s'enferment aujourd'hui Fabien Roussel et la nouvelle direction du Parti. Constamment, poussé par la nécessité de se distinguer pour exister sur le devant de la scène médiatique, le candidat du PCF s'est attaqué à son camp politique, la gauche de rupture, adoptant ici et là la rhétorique de ses adversaires et se positionnant à contre-courant des mobilisations populaires.

À la suite de son meeting du 6 février 2022 à Marseille, que le candidat communiste souhaitait mettre en scène comme le tournant de sa campagne, il a engrangé de nouveaux applaudissements sur Twitter de la part d'ami·es indéniables de l'émancipation tels que... Manuel Valls, Caroline Fourest, Eugénie Bastié, Zineb El Rhazoui, qui ont ainsi rejoint Marlène Schiappa, Jean-Michel Blanquer ou Christophe Castaner sur la liste des personnes trouvant Fabien Roussel « sympathique », « courageux », ou encore porteur d'un « discours qui fait chaud au cœur » à gauche. Amour soudain de ces braves gens pour la perspective communiste ou symptôme d'une triste dérive ?

Dans le paragraphe « 5.4 Une union populaire et politique agissante », le texte du 38ème congrès énonçait :

« Tout au long de son histoire, le PCF a fait l'expérience de la nécessité de rassemblements pour faire renaître un espoir de changement et pour aider à dynamiser les luttes. Lorsqu'il a su faire de ces rassemblements un moyen pour la mise en œuvre de choix politiques nouveaux et non un but en soi, il a gagné en influence et en autorité ».

Peut-être serait-il temps pour Fabien Roussel de s'inspirer de ces moments où les communistes ont su construire l'unité. Dans la situation actuelle de triple crise sociale, environnementale et sanitaire, un rassemblement autour d'un programme de rupture avec le capitalisme néolibéral serait ainsi une option enviable, loin de constituer « un but en soi », et en tout cas préférable à une stratégie de distinction qui sert les adversaires des travailleurs·ses et des opprimé·es.

Il n'est pas impossible pour Fabien Roussel de trouver à court terme un refuge électoral modeste pour satisfaire la boutique, d'autant plus si la seule ambition du PCF est de faire mieux que lors de sa dernière candidature à la présidentielle (Marie-George Buffet avait obtenu en 2007 1,93% des suffrages). Aux marges d'une gauche mise en difficulté par une bourgeoisie en pleine radicalisation, certain·es partagent peut-être même ses illusions sur

la période et ses regrets qui le poussent à s'inspirer d'un passé revisité pour proposer une formule gagnante pour l'avenir.

Son positionnement à contretemps des mobilisations populaires constitue un pari dangereux, en mettant le PCF à distance du mouvement réel sans lequel le communisme est privé de carburant. Quant à l'opportunisme déployé dans le contexte électoral par Fabien Roussel et son équipe de campagne, il apparaît comme une succession de renoncements qui l'éloigne de l'objectif fixé par Marx et Engels pour le mouvement communiste, précisément dans le *Manifeste du parti communiste* :

« *Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. 2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité* ».

Aujourd'hui, dans le contexte de la présidentielle, le vote pour la France insoumise pourrait bien de nouveau apparaître comme le débouché naturel des luttes sociales, des quartiers populaires et plus largement de l'électorat de gauche. Sa capacité à fonder une organisation politique pour les rassembler autour d'une proposition commune en rupture avec le capitalisme est plus incertaine, mais une telle perspective aurait assurément besoin de l'expérience de milliers de militant·es communistes.

Notes

[1] Le texte est accessible en ligne ici :

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/pcf/pages/2820/attachments/original/1570528908/tex_38e_Congre%CC%80s.pdf?1570528908

[2] Texte « Pour un manifeste du Parti Communiste du 21ème siècle », p.3

[3] Texte « Pour un manifeste du Parti Communiste du 21ème siècle », p.32

[4] *Ibid*

[5] À l'époque, il était secrétaire fédéral du PCF Paris et auparavant un collaborateur parlementaire de Pierre Laurent.

[6] Il a reçu par exemple l'assentiment positif de Sonia Mabrouk, Pascal Praud, Eugénie Bastié, Alain Finkielkraut, Cyril Hanouna, et de Valeurs Actuelles.

[7] Voir notamment l'article de Roger Martelli sur les municipales de 2020 :

<http://www.regards.fr/actu/article/municipales-un-scrutin-a-plusieurs-faces>

[8] *Ma France- heureuse, digne, solidaire, Editions Le Cherche-Midi, 2021, p.42*

[9] Dans son livre, Fabien Roussel note : « *Georges Marchais, lui, je l'ai rencontré et j'ai toujours beaucoup d'affection pour ce qu'il représente. (...). Aujourd'hui encore, je me*

demande ce qu'aurait fait Georges dans telle ou telle situation. Le parti qu'il dirigeait était alors celui du monde du travail. Je souhaite que le Parti communiste français redevienne celui-là.» (p.24-25).

^[10] *Ma France- heureuse, digne, solidaire, Editions Le Cherche-Midi, 2021, p.52*

^[11] Ifop, Le profil des électeurs et les clefs du premier tour de l'élection présidentielle, 23 avril 2017

^[12] Cautrès, Bruno. « Chapitre 9 – Mélenchon, « vainqueur caché » de la présidentielle ? », Pascal Perrineau éd., *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017. Presses de Sciences Po, 2017, pp. 175-192.*

^[13] Ibid, p.57

^[14] Texte « Pour un manifeste du Parti Communiste du 21ème siècle », p.13

^[15] Ifop, 5 janvier 2021,

https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2022/01/118727_ifop_Rapport_Bar0_Presid.V8..pdf , Ifop pour le Jdd, février 2022,

<https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2022/02/118801-Rapport-VF.pdf>

^[16] Collectif Focale, *Votes Populaires ! Les bases sociales de la polarisation électorale dans la présidentielle de 2017*, Éditions du Croquant, 2022

^[17] Il faut entendre ici par méritocratique, une capacité à assigner une responsabilité individuelle à la situation vécue par un individu. Les électeurs du RN répondent par exemple massivement dans les enquêtes d'opinion que les « chômeurs trouveraient un travail s'ils le voulaient vraiment ». L'électorat de gauche a lui plutôt tendance à investir cette situation d'une réponse holiste : le chômage est aussi la responsabilité de la société ou des structures de l'économie.

^[18] Dans dessin récent, au détour d'une blague douteuse sur l'inceste et la pédocriminalité, Xavier Gorce en a profité pour exprimer sa haine des personnes trans :

https://www.francetvinfo.fr/societe/harcelement-sexuel/affaire-olivier-duhamel/inceste-la-polemique-autour-du-dessin-de-xavier-gorce-publie-par-le-monde-en-5-actes_4266539.html

^[19] Texte « Pour un manifeste du Parti Communiste du 21ème siècle », p.29

^[20] Programme « *La France en commun* », p.23

^[21] Programme « *La France des jours heureux* », p.106

^[22] Karl Marx, *Le Capital*, vol 1, IV Section : « *La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* ».

^[23] Compte twitter de Fabien Roussel

^[24] Ibid

^[25] « Manifeste pour un Parti Communiste du 21ème siècle », p.12

^[26] Comme l'élection de représentant·es dans les instances de la Sécurité Sociale par les salarié·es.

^[27] Cette vision de la protection sociale propose notamment le remplacement du système de cotisation sociale par des impôts (ie CSG) et de substituer au droit à la continuité du salaire sur lequel ont été fondés le système des retraite, d'assurance chômage et les premières allocations familiales, un revenu contributif.

^[28] Voir :

<https://www.marianne.net/politique/gauche/fabien-roussel-le-probleme-de-la-gauche-ce-nest-pas-sa-division-mais-sa-faiblesse>.